



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara
CS 70248
Cedex 03
13331 Marseille

Marseille, le 22/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



Lyondell Basell Services France SAS

Chemin départemental 54
BP 14
13131 BERRE L ETANG

Références : NN/MDP-D-1106-MRT-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2022 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Chemin départemental 54 BP 14 13131 BERRE L ETANG. L'inspection a été annoncée le 11/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 22/06/2022 a pour l'objectif principal de vérifier la conformité des déclarations des émissions atmosphériques et aqueux au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 (GEREP) et de l'arrêté ministériel du 28/04/2014 (GIDAF).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS
- Chemin départemental 54 BP 14 13131 BERRE L ETANG
- Code AIOT dans GUN : 0006410871
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell Polyoléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs

thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),

- d'une raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014,
- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déclaration des rejets dans l'air
- Déclaration des rejets dans l'eau
- Bilan des rejets en zinc dans l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
GEREP - Volume d'eau consommée ou prélevée	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	/	Sans objet
GEREP - Rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	/	Sans objet
GEREP - Rejets dans l'air	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	/	Sans objet
GIDAF - Rejets dans l'eau	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
Réduction des émissions en zinc dans le milieu aquatique	Lettre du 30/08/2013, article {Non Renseigné}	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 22/06/2022 permis de constater les modalités de déclaration des rejets dans l'air et dans l'eau de manière annuelle sur l'application GEREP et de manière mensuelle sur l'application GIDAF.

Cette visite a conduit à la nécessité de mettre en révision la déclaration des rejets GEREP 2021 pour l'établissement LBSF Utilités mais également celles de BPO et CPB du Pôle Pétrochimique de Berre. Les cadres de déclaration GIDAF des eaux superficielles pour les points de rejet "global UCB" pour LBSF et "propre UCA" pour BPO nécessitent également une correction par l'inspection des installations classées afin d'assurer la cohérence avec les valeurs limites d'émission précitées dans les arrêtés préfectoraux applicables.

Lors de cette visite, l'inspection des installations classées n'a pas relevé de non-conformité mais des compléments doivent être apportés.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : GEREP - Volume d'eau consommée ou prélevée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
Thème(s) : Risques chroniques, Volume d'eau consommée ou prélevée
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ;
Constats : Dans sa déclaration des rejets GEREP 2021, l'exploitant LBSF Utilités a déclaré les volumes d'eau consommée ou prélevée de ses installations. L'exploitant n'a pas coché la case "Dépassement des seuils de prélèvement" dans la section « Informations complémentaires » alors que les seuils de prélèvement précisés dans l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 sont dépassés. Ce même constat a été également relevé pour les exploitants BPO et CPB du Pôle Pétrochimique de Berre. Les déclarations des rejets de 2021 de ces établissements ont été par conséquent mises en révision par l'inspection des installations classées.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : GEREP - Rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
Constats : L'exploitant a présenté un schéma des réseaux des effluents aqueux du Pôle Pétrochimique de Berre permettant de visualiser la localisation exacte des différents points de rejet. Les émissions dans l'eau déclarées pour l'établissement LBSF Utilités sont celles du point de rejet "global UCB" de la station de traitement biologique. Les résultats d'analyse du point de rejet "propre UCA" sont déclarés par l'établissement BPO. Les paramètres déclarés sont uniquement ceux faisant l'objet de dépassement des seuils fixés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/01/2008. Pour l'établissement LBSF Utilités, l'inspection a calculé les rejets en phosphore total sur la base des données GIDAF pour 2021 : - concentration moyenne 1.127234 mg(P)/L - débit moyen : 14595.6 m3/j - soit 6005 kg (P)/an Cette quantité étant supérieure à 5000kg/an (seuil de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/01/2008), la déclaration GEREP 2021 de l'établissement LBSF Utilités a été mise en révision afin de renseigner les rejets en phosphore total.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : GEREP - Rejets dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans l'air
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
Constats : Pour la déclaration des rejets GEREP 2021, l'établissement LBSF Utilités a déclaré dans le volet "Procédés / Émissions diffuses : Émissions de COV à mention de danger" deux lignes différentes pour la mention de danger H340. L'exploitant a indiqué qu'il s'agit de la séparation entre le benzène et le butadiène. Pour les prochaines déclarations, une précision permettant de distinguer ces deux produits pourrait être apportée dans les commentaires. Ce commentaire est également valable pour la déclaration de l'établissement BPO. Pour l'établissement BPO, l'exploitant a également présenté les méthodes utilisées pour déterminer les émissions atmosphériques pour chaque émissaire concerné.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : GIDAF - Rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, GIDAF - Rejets dans l'eau
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'exploitant procède à la télédéclaration mensuelle des rejets dans l'eau sur l'application GIDAF de manière suivantes : - point de rejet "global UCB" pour l'établissement LBSF Utilités, - point de rejet "propre UCA" pour l'établissement BPO. La vérification de la cohérence des paramètres suivis avec les valeurs limites des émissions fixées dans les arrêtés préfectoraux conduit à la nécessité pour l'inspection des installations classées de modifier les cadres de surveillances pour les eaux superficielles.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réduction des émissions en zinc dans le milieu aquatique

Référence réglementaire : Lettre du 30/08/2013, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Risques chroniques, ETE réduction des rejets en zinc
Prescription contrôlée : Par courrier en référence HSEI/ENV/2013/053, l'exploitant a transmis à l'inspection l'étude technico-économique portant sur la réduction des rejets en zinc dans le milieu aquatique. Cette étude a retenu l'action relative à la substitution du zinc par du phosphore pour le traitement contre la corrosion dans l'eau des tours aéroréfrigérants.
Constats : L'exploitant indique que l'ensemble des tours aéroréfrigérantes du Pôle Pétrochimique de Berre ont fait l'objet de substitution totale du zinc par du phosphore. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un bilan du nombre de dépassements de VLE relevés en 2020, 2021 et sur les 4 premiers mois de 2022. Les résultats sont respectivement : - pour le rejet global UCB : 30 - 4 - 2 - pour le rejet propre UCA : 21 - 1 - 0 L'exploitant a également présenté un bilan des flux (en kg) de zinc rejeté pour les années 2020, 2021 et 2022 (par extrapolation car l'année est en cours). Les résultats sont respectivement : - pour le rejet global UCB : 214 - 196 - 185 - pour le rejet propre UCA : 622 - 394 - 208 Ce bilan permet de constater que les modifications sur les TAR de l'UCA en novembre 2020 ont permis de réduire les émissions en zinc au niveau du point de rejet "propre UCA" par un facteur 3.
Observations : Sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet